



PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, 16 décembre 2015

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir - DDCSPP
pour présentation à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages
et des Sites, formation « carrières »**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER
UNE NOUVELLE CARRIÈRE D'ARGILES À SILEX ET D'ALLUVIONS ANCIENNES

SOCIÉTÉ CARRIERES GENET-RASORI

N° ICPE 12255

COMMUNE DE FONTAINE-LA-GUYON

Par lettre du 23 novembre 2013, Monsieur RASORI Michel, agissant en qualité de co-gérant de la S.A.R.L. CARRIERES GENET-RASORI dont le siège social est actuellement situé 38, rue du Général de Gaulle à Saint-Georges-sur-Eure (28190), sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière aux lieux-dits « Les Défaits », « La remise des Défaits » et « Le Molet », sur le territoire de la commune de Fontaine-la-Guyon dans le cadre d'une nouvelle exploitation sur les parcelles :

- Section cadastrée ZP n°4, 5 pour partie, 6 pour partie, 7 pour partie et 8 pour partie ;
- Section cadastrée ZR n°13 pour partie et 14 ;
- Section cadastrée ZO n°26, 27, 28, 30 et 30 ;
- Une partie du chemin rural CR 107.

pour une superficie de 24 ha 47 a 60 ca.

À cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 23 novembre 2013 complété le 25 mars 2015 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 8 juin 2015.

1 PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

1.1 La Société

La société CARRIERES GENET-RASORI a pour activités l'exploitation de gravières et de sablières, notamment à Saumeray, Saint-Lupercé et Courville-sur-Eure.

Elle emploie 9 personnes en Eure-et-Loir, toutes en CDI, compétente en exploitation et réaménagement de carrières.

Capacités techniques et financières

La société CARRIERES GENET-RASORI fait partie de la holding RASORI exploitant également des carrières via la société THEBAULT et Cie. La société dispose d'un parc matériel adapté à ses activités et renouvelé régulièrement.

La SARL dispose d'un capital de 915 000 euros, et d'un chiffre d'affaires d'environ 3 224 k€ (exercice 2013-2014). L'exploitation de la carrière et son réaménagement ne nécessiteront aucun nouvel investissement ou emprunt.

1.2 Localisation du site et du projet

Les terrains concernés par la demande sont situés à 13 km à l'ouest-nord-ouest de Chartres sur le territoire de la commune de Fontaine-la-Guyon.

La carrière est située aux lieux-dits « Les Défaits », « La remise des Défaits » et « Le Molet », en bordure de la vallée du Coisnon (en rive gauche pour "Les défaits" et en rive droite pour "Le Molet").

L'accès à la carrière s'effectue par la RD 923 pour le site "Le Molet" ou par un chemin privé à créer avec franchissement du Coisnon par une passerelle pour le site "Les Défaits".

L'exploitant détient le droit d'exploiter le sous-sol par contrats de forage conclus avec les propriétaires des terrains à exploiter les parcelles demandées en création de la carrière. Une partie du chemin rural CR 107 appartenant à la commune de Fontaine-la-Guyon est exploitée, via un droit de forage conclut avec la commune et ayant fait l'objet d'une délibération du conseil municipal le 11 juin 2013.

1.3 Nature et volume des activités

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé	Redevance
2510	1	A	Exploitation de carrières	Extraction d'alluvions anciennes et d'argiles à silex à ciel ouvert et hors nappe	En moyenne : 110 000 t/an Au maximum : 175 000 t/an	4

Pour information activités relevant de la nomenclature Eau :

Rubrique	Ouvrage	Désignation	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à usage domestique,	5 piézomètres de contrôle sont installés	D

Rubrique	Ouvrage	Désignation	Régime
	exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	Nappe des alluvions de l'Eure et nappe sous-jacente de la Craie	
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau	Modification en travers du profil du Coisnon au niveau de la passerelle sur une longueur de 4,5 m	NC
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau	Création d'une passerelle de 4,5 m au-dessus du Coisnon	NC
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes	Deux piles de la passerelle, en béton armé, de 4,5 m de long	NC

1.4 Objet de la demande

La société CARRIERES GENET-RASORI souhaite exploiter une nouvelle carrière à ciel ouvert et hors nappe d'extraction d'alluvions anciennes et d'argiles à silex, pour une capacité d'extraction de 110 000 t/an, à 175 000 t/an.

Les matériaux extraits sont repris et transportés par camions jusqu'à l'installation de traitement existante située sur la commune de Saint-Lupercie au lieu-dit "Les Lasses", où se déroule également l'activité de négoce.

La durée d'exploitation demandée est de 10 ans cadencée en deux phases quinquennales, comprenant deux années pour terminer le remblaiement et la remise en état du site.

Emprise et caractéristiques

La superficie totale du périmètre de la demande est de 24,48 ha dont 21,2 ha exploitables.

Les parcelles sollicitées sont situées en section cadastrée ZP n°4, 5 pour partie, 6 pour partie, 7 pour partie et 8 pour partie ; section ZR n°13 pour partie et 14 ; section ZO n°26, 27, 28, 30 et 30 et une partie du chemin rural CR 107 sur le territoire de la commune de Fontaine-la-Guyon.

Exploitation

La carrière exploite un gisement d'alluvions anciennes de l'Eure et d'argiles à silex.

L'exploitation est réalisée à ciel ouvert, hors d'eau selon les étapes suivantes :

- D des terres de découverte ;
- Extraction du gisement ;
- Stockage puis évacuation des matériaux ;
- Remise en état coordonnée à l'extraction.

Les terres de couverture sont composées de terre végétale et des horizons sous-jacents. Elles sont conservées intégralement en vue de la remise en état, elles sont donc stockées temporairement sous forme de merlons autour des zones d'extraction et en périphérie du site.

Les extractions se font à la pelle hydraulique, sans recours aux explosifs. Les progressions d'extraction se font vers le nord-est ("Le Molet") et vers le nord ("Les Défaits") en 6 phases d'exploitation d'une durée de 6 mois chacune en période estivale ("Le Molet") et hivernale ("Les Défaits") d'un unique front pour chaque site. Le fond de fouille est à une cote minimale de 160 m NGF ("Les Défaits") et 153 m NGF ("Le Molet").

Les matériaux bruts extraits sont chargés à la pelle hydraulique. Aucune installation de traitement n'est présente sur la carrière. Les matériaux sont stockés en tas de moins de 5 m de hauteur dans l'attente de chargement vers l'installation de traitement existante située à Saint-Lupercie.

Le transport des matériaux extraits se fait soit par un chemin privé à créer avec franchissement du Coisnon par une passerelle ("Les Défaits") soit par la RD 923 ("Le Molet"). Les camions reviennent ensuite à vide en empruntant le RD 24.4 jusqu'à Flonville puis la RD 125.2, évitant ainsi les croisements de camions.

La remise en état des terrains consiste en un retour en terres agricoles après remblayage avec des déchets inertes et des boues de traitement (pour une partie de la zone nord-ouest du site) et un régalaie des terres de découverte au plus près de la cote initiale. Le chemin rural CR 107, dont les matériaux ont été extraits et le tracé provisoirement modifié, est rétabli.

La remise en état est coordonnée à l'avancement du front d'extraction. Aucune extraction n'est réalisée les 2 dernières années d'exploitation.

Le volume attendu du gisement exploitable est de 645 225 m³ pour 1 100 000 tonnes de matériaux. La production annuelle est en moyenne de 110 000 tonnes sur huit ans avec un maximum autorisé de 175 000 tonnes. Les deux dernières années d'exploitation sont consacrées à la remise en état du site.

1.5 Cadre administratif de l'instruction

S'agissant d'une demande d'autorisation d'exploitation de carrière, le dossier est soumis à l'article R. 512-1 du Code de l'environnement.

2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À LA ZONE D'EXPLOITATION

2.1.1 Urbanisme

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Fontaine-la-Guyon approuvé le 05 septembre 2005 et modifié le 20 juin 2014 autorise en zone Nc les activités des carrières et des exploitations des sols. Le projet est inclus dans la zone Nc et est compatible avec le règlement du PLU.

2.1.2 Schéma départemental des carrières

Le projet est compatible avec les dispositions du Schéma Départemental des Carrières d'Eure-et-Loir en vigueur, approuvé par arrêté préfectoral du 28 novembre 2000.

2.1.3 SDAGE SEINE-NORMANDIE

Le pétitionnaire indique que le projet n'a pas d'incidence sur les objectifs du SDAGE SEINE-NORMANDIE approuvé le 20 novembre 2009.

2.1.4 Monuments historiques

Aucun monument historique, site classé ou inscrit n'est présent à moins de 2 000 mètres de l'exploitation.

2.1.5 Patrimoine naturel

La Zone de Protection Spéciale du réseau NATURA 2000 n° FR2512004 "Forêts et étangs du Perche" est située à environ douze km à l'ouest du projet.

Les plus proches ZNIEFF de type 1 « L'étang neuf de Villebon », « La Vallée de la Grand Maison », et « Marais de Boizard » sont situées à plus de 10 km du projet.

Le Site d'Importance Communautaire n°FR2400550 « Arc forestier du Perche d'Eure-et-Loir » est situé à dix-sept kilomètres à l'ouest de l'emprise de la carrière.

3 MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

3.1 Sites et paysages

Le secteur d'exploitation est à vocation agricole dans un environnement à topographie relativement plane marqué par la plaine de Beauce.

Le projet au niveau du site "Les Défaits" n'a pas d'impact paysager important du fait de l'absence de voie de communication autre que des chemins ruraux. Au niveau du site "Le Molet", celui-ci étant situé en bordure de la RD 923 et de la voie ferrée, les usagers de la route et les voyageurs ont une vue brève et directe sur la carrière.

Pour limiter les incidences paysagères, l'exploitant réalise des merlons périphériques de 3 m de hauteur, végétalisés disposés en limite du parcellaire et la remise en état par un remblayage est coordonnée à l'avancement progressif du front d'extraction de chaque site. Les stocks de matériaux sont limités au maximum (moins de 5 m de hauteur).

3.2 Patrimoine culturel et historique

Les monuments historiques inscrits ou classés sont :

- Le château de Blanville, ses dépendances et le jardin à la française (sites inscrits aux Monuments Historiques), situés à Saint-Lupercé à environ 2 km au sud du site « Le Molet » ;
- La porte de l'Hôpital (site classé), l'Eglise Saint-Pierre (site classé) et l'éolienne Bollée (site inscrit) situées sur la commune de Courville-sur-Eure à plus de 3 km au sud-ouest du site "Les Défaits".

Le dossier évalue que les méthodes archéologiques classiques ont permis l'enregistrement de plusieurs sites sur la commune de Fontaine-la-Guyon. Certains sites étant proches de la carrière, il n'est pas exclu que des vestiges archéologiques puissent être présents sur les parcelles du projet.

Un diagnostic archéologique sera réalisé par la DRAC Centre-Val de Loire avant la mise en exploitation.

3.3 Eau

Eaux superficielles

Le pétitionnaire indique que les deux sites sont en bordure de la vallée du Coisnon (en rive gauche pour "Les Défaits" et en rive droite pour "Le Molet"), rivière à l'écoulement intermittent de la rive gauche de l'Eure.

Aucune zone d'aléa de risque inondation n'est définie pour le Coisnon. Le risque inondation est nul pour les deux sites du projet.

Eaux souterraines

La nappe souterraine concernée par le projet est celle de la Craie. Elle est semi-captive sous les argiles à silex et les alluvions anciennes.

Le site est en zone de répartition des eaux pour la nappe du Cénomanien mais ne se situe pas dans un périmètre de protection de captage pour l'Alimentation en Eau Potable (AEP).

Consommations d'eau

L'eau potable est fournie en bouteilles.

L'exploitation de la carrière ne nécessite pas l'utilisation d'eau sauf en période très sèche pour l'arrosage de la piste afin d'éviter l'envol des poussières, soit environ une centaine de m³/an. Cette eau est prélevée sur le forage existant de l'installation de traitement.

Rejets

Le pétitionnaire prévoit les rejets des eaux d'arrosage des pistes et les eaux pluviales par infiltration dans les sols.

Mesures de prévention / protection

Les risques identifiés par l'exploitant sont : le risque de pollution de la nappe d'eau souterraine par déversement accidentel d'hydrocarbures lors du remplissage des réservoirs des engins, et la présence de polluants indésirables contenus dans les apports extérieurs de remblais.

L'exploitant propose les mesures suivantes de prévention et de protection.

– Déversement accidentel d'hydrocarbures

Le remplissage des réservoirs des engins s'effectue à l'aide d'un dispositif de remplissage de type WIGGINS, permettant un arrêt automatique, sans fuite possible.

Les engins sont régulièrement entretenus et vérifiés hors site. Ils sont équipés d'un kit antipollution.

Il n'y a pas de stockage de liquide susceptible de provoquer une pollution des eaux ou des sols sur la carrière. Les engins servant à l'exploitation et au réaménagement sont stationnés sur place et entretenus régulièrement sur le site existant de l'installation de traitement.

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions prescrites aux articles 7.4.1 et 7.4.5 du projet d'arrêté préfectoral.

– Présence de polluants indésirables dans les apports extérieurs

L'exploitant décrit dans son dossier les mesures préventives suivantes :

- Un premier contrôle visuel avant la pesée des matériaux de remblai entrants ;

- Un second contrôle après déchargement sur une aire identifiée ;
- Les matériaux refusés sont rechargés et dirigés vers des centres de traitement adéquats.

Le pétitionnaire propose la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué pour chaque site d'un piézomètre en amont hydrologique (Pz 9 pour "Le Molet" et Pz 10 pour "Les Défaits") et de deux piézomètres en aval (Pz 7 et Pz 8 pour "Le Molet", et Pz 10 et Pz à créer pour "Les Défaits") ainsi que la réalisation de contrôles semestriels de la qualité de la nappe de la Craie.

Les paramètres à surveiller sont indiqués à l'article 9.2.4.7 du projet d'arrêté préfectoral.

3.4 Air

La principale source de pollution de l'air identifiée dans l'étude d'impact est l'émission de poussières. Celles-ci sont principalement générées par la circulation des véhicules sur les pistes de l'exploitation.

Pour éviter les envols de matériaux, les pistes sont arrosées lorsque nécessaire et les camions transportant les matériaux extraits depuis le site "Le Molet" sont bâchés.

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions prescrites à l'article 3.1.2 du projet d'arrêté préfectoral.

3.5 Bruit

Le dossier présente une activité dans les plages horaires 7h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, du lundi au vendredi.

Le dossier recense les habitations les plus proches :

- à 300 m au sud-sud-est de l'extraction au lieu-dit "Le Molet", dans le hameau de "La Grande Fosse" (commune de Saint-Lupercé) ;
- à 900 m à l'ouest de l'extraction au lieu-dit "Les Défaits", dans le hameau de "Fleurfontaine" (commune de Saint-Arnoult-des-Bois) ;
- à 1250 m au nord-nord-ouest du site "Les Défaits", au bourg de Fontaine-Guyon.

L'étude acoustique de simulation des émergences sonores évalue que les émergences seront respectées en ZER. L'exploitant propose un suivi régulier des niveaux sonores.

3.6 Déchets

Les déchets générés par l'activité sont des déchets issus de l'activité extractive : terres de découverte et stériles d'exploitation. Les terres de découverte sont stockées sous forme de merlons périphériques et les stériles sont utilisés en remblais.

Aucun autre déchet n'est produit par la carrière.

3.7 Trafic routier et voirie

Jusqu'à l'installation de traitement des matériaux existante située au lieu-dit "Les Lasses" sur le territoire de la commune de Saint-Lupercé :

- en période hivernale : les matériaux extraits du site "Les Défaits" sont transportés par tombereaux sur un chemin privé nouvellement créé à cet effet, sans emprunter la voie publique.
- En période estivale : les matériaux extraits du site "Le Molet" sont transportés par camions en empruntant la RD 923 puis la RD 24.4. Les camions reviennent ensuite à vide en empruntant la RD 24.4 jusqu'à l'entrée de la commune de Flonville puis la RD 125.2 jusqu'à la zone d'extraction, évitant ainsi les croisements de camions.

Le trafic journalier lié au site "Le Molet" est estimé au maximum à 22 rotations par jour. Le trafic journalier induit par l'activité de la carrière au site "Le Molet" représente 1 % du trafic poids-lourds de la RD 923 et moins de 3 % de celui de la RD 24.4.

La société CARRIERES GENET-RASORI indique dans son dossier qu'elle assure l'entretien de la voirie (notamment la RD 125.2) aux abords de la carrière lorsque nécessaire à l'aide d'une balayeuse et précise que la carrière sera signalée par des panneaux réglementaires.

Le pétitionnaire devra respecter les dispositions prescrites à l'article 2.6.1 du projet d'arrêté préfectoral.

3.8 Distances de sécurité

> La ligne SNCF "Paris-Brest" est située en limite nord du site "Le Molet". Le pétitionnaire propose dans

son dossier qu'une bande de 20 mètres de large le long de la voie ferrée ne soit pas exploitée. Le pétitionnaire a sollicité l'avis du gestionnaire de la voie ferrée. A ce jour, aucune réponse n'a été communiquée.

> Une ligne de transport électrique HTA de 15 000 V est enterrée au droit de l'ancien tracé du chemin rural et traverse la partie nord du site "Les Défaits". Le pétitionnaire propose de ne pas exploiter une bande de 5 m de part et d'autre de cette ligne.

Une ligne électrique aérienne HTA de 15 000 V traverse également le nord du site "Le Molet" et un poteau électrique est présent sur la parcelle ZO n°28. Le pétitionnaire propose de ne pas exploiter une zone circulaire de 5 m autour de ce poteau et de laisser un accès en pente douce pour le service gestionnaire.

L'exploitant veille au respect des dispositions des articles R. 554-1 et suivants du code de l'environnement et des textes relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, notamment le décret modifié n°65-48 du 8 janvier 1965.

La Régie du Syndicat Électrique Intercommunal du Pays Chartrain (RSEIPC) a émis un avis favorable sur le projet le 21 mars 2014.

> Les distances de sécurité à respecter sont indiquées à l'article 1.5 du projet d'arrêté préfectoral.

3.9 Faune et flore

Conformément aux dispositions de l'article L. 414-4 du Code de l'environnement, une évaluation des incidences NATURA 2000 a été réalisée en 2012 et annexée au dossier de demande.

L'expertise naturaliste menée par deux experts naturalistes indépendants faune-flore-milieu naturel conclut : « *L'emprise du projet abrite des habitats banals, occupés par des peuplements floristiques et faunistiques assez pauvres. [...] Dans la mesure du possible, il est recommandé de conserver l'ensemble de ces habitats (bois, haie, jachère et pelouse) et plus particulièrement le bois. [...]* »

L'exploitant indique dans son dossier avoir renoncé à exploiter la friche et le bois situé au sud-ouest du chemin rural n°106 qui faisait initialement partie du projet du site "Les Défaits".

3.10 Effets du projet sur la santé humaine

L'évaluation des risques sanitaires liés à l'exploitation de la carrière n'identifie pas d'impact sanitaire sur la population vivant en périphérie du site.

3.11 Notice hygiène et sécurité

Des dossiers de prescriptions sont établis et communiqués au personnel et une visite régulière de la carrière est faite par un organisme agréé pour la prévention en matière d'hygiène et de sécurité.

Le personnel est informé des mesures visant la sécurité et est équipé des protections adéquates.

Les vestiaires et sanitaires sont mis à disposition des salariés sur le site existant de l'installation de traitement.

3.12 Remise en état du site

La remise en état est réalisée par un remblayage total en utilisant des matériaux inertes d'origine extérieure au site (terres et déchets de construction et de déconstruction triés), des matériaux de découverte du site et des boues issues du traitement des matériaux réalisée sur l'installation de traitement située à Saint-Lupercé puis un régalaage avec des terres végétales de découverte.

Les déchets inertes servant à la remise en état sont directement utilisés pour le réaménagement. Les déchets, préalablement triés, acceptés sur site sont issus de chantiers de terrassement et de déconstruction. Lors de chaque apport de déchets, un bordereau précise la provenance, la quantité, le nom du fournisseur, la date, l'emplacement de la mise en remblais. Ces informations seront reprises dans un registre. Un contrôle des déchets amenés sera réalisé au niveau du pont bascule situé à l'installation de traitement et lors du déchargement.

La remise en état consiste en un retour des parcelles exploitées à une vocation agricole, à l'exception du chemin rural CR 107 recréé sur le site "Les Défaits".

Le maire de Fontaine-la-Guyon et les propriétaires des terrains ont donné leur accord à la remise en état proposée par le pétitionnaire.

3.13 Dangers présentés par le site

L'analyse préliminaire des risques du dossier ne met pas en évidence de scénario d'accident majeur.

Les risques présentés sont principalement des risques d'accident corporel pour les tiers et le personnel présents dans le périmètre de la carrière. Les mesures suivantes sont prévues :

Accidents

- Accès interdit aux tiers avec un site maintenu clos
- Communication des consignes d'utilisation des engins et mise en application par le personnel

Incendie

- Extincteurs à disposition du personnel
- Affichage des consignes de sécurité incendie
- Accès au site par les services de secours

Pollution

- Absence de stockage de produits liquides susceptibles de provoquer une pollution (notamment hydrocarbures)
- Ravitaillement des engins en carburant à l'aide d'un dispositif de remplissage anti-fuites (de type WIGGINS avec arrêt automatique, sans fuite possible)
- Entretien régulier des engins dans les ateliers du pétitionnaire

3.14 Garanties financières

L'exploitation sera réalisée en deux périodes quinquennales.

Les garanties financières ont été estimées par le pétitionnaire. Celui-ci précise que les montants ont été calculés selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 09 février 2004, pour les carrières de type 2 : carrières en fosse ou à flanc de relief.

Les montants retenus sont calculés sur la base de l'indice TP01 de 105,6 de novembre 2014.

4 ENQUÊTE PUBLIQUE ET CONSULTATION ADMINISTRATIVE

4.1 Enquête publique

Avis de recevabilité : 8 juin 2015

Avis de l'autorité environnementale : 22 juillet 2015

Arrêté préfectoral d'enquête publique : 22 juillet 2015

L'enquête publique s'est déroulée du 15 septembre 2015 au 15 octobre 2015

Les communes situées dans le périmètre d'affichage sont : Fontaine-la-Guyon (commune d'implantation), Saint-Aubin-des-Bois, Saint-Lupercie, Orrouer, Saint-Germain-le-Gaillard, Courville-sur-Eure, Saint-Arnoult-des-Bois et Mittainvilliers.

Deux avis favorables ont été relevés :

- Une observation d'un employé de la société GENET-RASORI qui souhaite le maintien des emplois localement;
- Une observation relevant les propriétés du silex et soulignant les emplois directs et indirects liés à l'exploitation.

4.2 Mémoire en réponse

Le commissaire enquêteur dans son procès verbal de synthèse a sollicité le pétitionnaire sur les observations relevées lors de l'enquête publique.

Le mémoire en réponse du 26 octobre 2015 a été transmis au commissaire enquêteur.

Pour les observations relatives à l'emploi, l'exploitant précise notamment que la continuité de l'exploitation de la carrière permet à minima de conserver tous les emplois sur le site.

4.3 Avis du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur émet le 10 novembre 2015 un **avis favorable** à la demande d'exploiter une carrière d'extraction d'argiles à silex et d'alluvions anciennes.

4.4 Avis des conseils municipaux

Le conseil municipal de Saint-Lupercie donne un **avis favorable** à l'unanimité sur le principe même de l'implantation sans émettre de remarque par délibération du 15 septembre 2015.

Le conseil municipal de Saint-Aubin-des-Bois n'émet **aucune remarque** au projet par délibération du 13 octobre 2015.

Le conseil municipal de Saint-Arnould-des-Bois donne un **avis favorable** à l'unanimité au projet par délibération du 29 octobre 2015.

Le conseil municipal de Fontaine-la-Guyon donne un **avis favorable** à l'unanimité au projet par délibération du 8 septembre 2015.

Au jour de la rédaction du rapport, l'inspection des installations classées ne dispose pas des avis des conseils municipaux des quatre autres communes.

4.5 Avis des services consultés

Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) : **Avis favorable** du 13 août 2015

Direction Départementale des Territoires (DDT) : **Avis favorable** du 15 décembre 2015

Au jour de la rédaction du rapport, l'inspection des installations classées ne dispose pas de l'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

5 PROPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES INTRODUITES DANS L'ARRÊTÉ

5.1 En relation avec la procédure d'instruction

Concernant la servitude de 20 m le long de la voie ferrée, cette largeur de bande est en cohérence avec les contraintes applicables à ce même type d'installation sur la même ligne ferroviaire "Paris-Brest" du département d'Eure-et-Loir. Le projet d'arrêté préfectoral retient cette mesure particulière à l'article 1.5.

Concernant la construction d'une passerelle sur le Coisnon, la passerelle est composée de deux piles en béton armé et d'un tablier métallique de 4,5 mètres de large. Les sections de béton et d'acier sont calculées par un bureau d'études afin d'assurer le passage de véhicules de 50 tonnes. Les résultats de l'étude sont mises à disposition de l'inspection des installations classées. Le projet d'arrêté préfectoral retient cette mesure particulière à l'article 2.3.5.

5.2 Selon l'analyse de l'inspecteur des installations classées

Concernant la prévention des pollutions accidentels, aucun liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols n'est stocké sur la carrière, à l'exception du carburant présent dans le réservoir des engins servant à l'exploitation et au réaménagement du site. Le projet d'arrêté préfectoral propose cette mesure particulière à l'article 7.4.1.

Un bac de rétention étanche, amovible et disposé sous l'entrée du réservoir est utilisé lors des opérations de ravitaillement. Le projet d'arrêté préfectoral propose cette mesure particulière à l'article 7.4.5.

6 AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les enquêtes publiques et administratives menées dans le cadre de l'instruction ont donné lieu à des **avis favorables**. Les réserves exprimées et les dispositions visant à protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement sont encadrées par des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral.

En conclusion, la DREAL émet un **avis favorable** à la demande sollicitée assortie des prescriptions du projet arrêté annexé au présent rapport.

7 CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Conformément à l'article R. 512-25 du Code de l'environnement, nous proposons à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir de solliciter l'avis des membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, réunis en formation carrière sur le projet d'arrêté joint en annexe.